

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEL V FONTAINE (FR) SCI

8 avenue Hoche
75008 Paris

Références : -
Code AIOT : 0100004189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement CEL V FONTAINE (FR) SCI implanté Aéroparc Parcelles CB90, CA20 et CA24 90150 Fontaine. L'inspection a été annoncée le 25/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Puriannuel de Contrôles de l'inspection des installations classées : il s'agit de la première inspection réalisée sur ce site suite à sa récente mise en service.

Lors de l'inspection, 4 cellules sont louées à ATLANTIC, qui n'en exploite que 3.

Les deux autres cellules ne sont pas encore exploitées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEL V FONTAINE (FR) SCI
- Aéroparc Parcelles CB90, CA20 et CA24 90150 Fontaine
- Code AIOT : 0100004189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt est destiné à accueillir une activité d'entreposage et de logistique s'appliquant à des marchandises diverses.

Les produits stockés dans les cellules d'entreposage doivent être des produits ne présentant pas d'autres risques que leur combustibilité.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/04/2025, article 1.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Gestion du trafic	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.4.7	Demande d'action corrective	3 mois
7	Dispositions constructives (hors équipement de lutte contre l'incendie)	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.2.2 (pour partie)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 24/04/2025, article 1.6.5	Sans objet
3	Mesures en faveur des enjeux environnement	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 2.1.2.3 - point 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	aux		
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 4.3.2	Sans objet
8	Equipements de lutte contre l'incendie extérieurs au bâtiment	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.2.2 (pour partie)	Sans objet
9	Equipements de lutte contre l'incendie intérieurs au bâtiment	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.2.2 (pour partie)	Sans objet
10	Rétention des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.2.2 (pour partie)	Sans objet
11	Protection contre la foudre : vérification	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.3.3 alinéa 12	Sans objet
12	Détection d'incendie et de fumées	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.3.7 (pour partie)	Sans objet
13	Système d'extinction automatique d'incendie : efficacité	Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.4.2.1 alinéa 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mis en évidence que l'exploitant, ne disposant pas encore de l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE), n'a pu justifier de la bonne conformité de l'ensemble des dispositions constructives de ce nouvel entrepôt. L'exploitant a prévu transmettre ces éléments en parallèle d'un porter à la connaissance du Préfet de quelques modifications intervenues par rapport au projet présenté.

Les équipements de détection, de protection et de lutte contre l'incendie ainsi que les rétentions incendie prescrits ont été mis en place. En revanche, l'exploitant n'a pas encore établi et transmis au SDIS 25 et à l'inspection des installations classées le Plan de Défense Incendie et le Plan d'Opérations interne.

Si un écologue est bien intervenu sur le site au cours de la phase chantier, l'exploitant n'a pas encore obtenu son rapport et n'a donc pas pu fournir à l'inspection des installations classées la justification de la conformité des mesures mises en places au regard des dispositions relatives à la préservation des espèces.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2025, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations			
Prescription contrôlée : En application du code de l'Environnement, l'établissement est soumis à autorisation au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour la rubrique 1510.1. Il est également soumis à déclaration pour les rubriques 2910.A-2, 2925.1 et 2925.2. Le tableau récapitulatif ci-dessous présente l'ensemble des rubriques retenues pour le site.			
Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité	Régime
1510-1	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement	S u r f a c e d'entreposage de 71 917,2 m ² pour une hauteur sous poutre de 13,7 m Un volume total de l'entrepôt de 985 265,64 m ³	Autorisation
2910-A-2	Installation de combustion qui c o n s o m m e exclusivement du gaz naturel et dont la puissance est	La puissance thermique de la chaufferie est de 2 MW.	Déclaration soumise au contrôle périodique

	puissance est supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW		
2925.1	Atelier de charge d'accumulateur 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	La puissance maximale de courant continu étant supérieure à 50 kW	Déclaration
2925.2	Atelier de charge d'accumulateur 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW	La puissance maximale de courant continu étant supérieure à 600 kW	Déclaration

Constats :

Le tableau récapitulatif des rubriques concernées par les installations exploitées sur le site fixé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 90-2023-04-24-00002 du 24 avril 2023 tient compte des éléments du dossier de la demande d'autorisation environnementale et dont les principales caractéristiques sont rappelées à l'article 1.2.2.1 de cet arrêté préfectoral du 24 avril 2023.

Le site a été livré le 31/01/2025 par la société SELP VAILOG FONTAINE. Depuis le 1^{er} mars 2025, le nouveau propriétaire et nouvel exploitant au titre de la législation ICPE est la société CEL V FONTAINE. (Cf. point de contrôle n° 2).

À la date de l'inspection :

- 4 des 6 cellules construites sont louées à la société ATLANTIC. Il est prévu que les deux autres cellules soient louées à la société TIESSE LOGISTICS ;
- ATLANTIC n'exploite que 3 des 4 cellules louées ;
- TIESSE LOGISTICS n'occupe pas encore l'entrepôt ;
- un relevé de géomètre est en cours pour vérifier la surface du bâtiment et de chacune des cellules et locaux annexes (blocs bureaux, locaux techniques) ;
- le bassin de rétention et le bassin d'infiltration sont en service.

L'exploitant indique qu'il a fait réaliser à SOCOTEC Environnement un audit de récolement de l'arrêté préfectoral du 24/04/2023 en phase chantier et un audit de récolement de ce même arrêté préfectoral en fin de travaux de construction. Le rapport de SOCOTEC Environnement date du 11 février 2025 et ne met pas en évidence de constat de non-conformité.

Il est à noter que la société VAILOG a transmis au Préfet du Territoire de Belfort un courrier daté du 12 février 2025 par lequel il porte à sa connaissance quelques modifications entre le projet décrit dans le dossier de demande d'autorisation et le projet réellement mis en place. Ces modifications concernent :

- la réduction du nombre de locaux de charge de 6 à 4 : seules les cellules 1, 3, 5 et 6 en sont finalement équipées mais la surface plancher de chaque local est légèrement plus importante que celle décrite dans le projet (la surface totale de locaux de charge mise en place est inférieure à celle initialement prévue),
- les autres modifications intégrées au permis de construire modificatif (PCM) du 18 mars 2024 complété en dernier lieu le 16 juillet 2024 et relatives en particulier la suppression de deux abris à vélos, la modification des surfaces extérieures (augmentation des surfaces végétalisées autour des bureaux, augmentation de la profondeur de l'aire de béquillage, suppression de l'aire de retournement), la modification des clôtures, la modification de la taille de l'entrepôt (retramage de l'entrepôt, emprise au sol, surface de plancher, hauteur d'acrotère, etc), la modification, des locaux sociaux, l'ajout de bâtiments en lien avec les panneaux photovoltaïques.

Dans ce courrier VAILOG indique que les travaux en lien avec ces modifications, « ont été réalisés conformément à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatifs aux entrepôts couverts et à l'arrêté préfectoral n° 90-2023-04-24-00002 du 24 avril 2023 » et que « les modifications présentées ne constituent pas une modification notable au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et fournit en annexe le plan du rez de chaussée et les surfaces mesurées par un géomètre expert. »

Le nouvel exploitant a noté que pour une des cellules ce relevé de géomètre expert met en évidence une cellule dont la surface serait supérieure de 3 m² au seuil de 12 000 m² fixé dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 supra et précise qu'il a fait intervenir à nouveau ce géomètre expert pour vérifier cette information. [il est à noter que les résultats des relevés réalisés mi décembre 2024 indiquent que les cellules ont finalement des surfaces juste inférieures à 12000 m²).

Il signale qu'il ne dispose pas encore des Dossiers des Ouvrages Exécutés (quelques réserves sont en cours d'analyse et de traitement par le maître d'ouvrage) et qu'il finalise également pour son compte une vérification du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2023. Il précise qu'il a d'ores et déjà noté quelques points de l'arrêté préfectoral qu'il souhaiterait voir modifier pour correspondre davantage au site tel que réellement construit : c'est en particulier le cas pour la surface des bureaux 1700 m² au lieu de 1538 m², la surface des plans d'eau, la surface des panneaux photovoltaïques, le nombre

d'installations de combustion...

Concernant la rubrique 1510 :

La visite de terrain met en évidence que les quantités de produits stockés par ATLANTIC sont encore très limitées sur le site dans chacune des 3 cellules actuellement exploitées. Le classement 1510 des produits stockés « en masse » ne fait aucun doute (plus de 50 % des marchandises sont en métal) et les quantités stockées sont actuellement très inférieures à celles autorisées. La société ATLANTIC travaille actuellement à la mise en place d'un état des stocks informatisé. Les caractéristiques précises de volume, surface et hauteur de chaque cellule de l'entrepôt sont dans l'attente de la réception des DOE.

Concernant la rubrique 2910 :

Deux chaufferies ont été finalement intégrées au projet : 1 pour les 4 cellules louées par ATLANTIC et 1 pour les deux autres louées à TIESSE LOGISTICS. Cette modification reste à porter à connaissance du Préfet.

Par ailleurs ATLANTIC se sert de ce bâtiment pour tester sur les 4 cellules qu'il occupe des pompes à chaleur conçues et fabriquées par sa société.

Concernant les deux sous-rubriques 2925 :

Sur les 4 locaux de charge d'accumulateurs construits, 1 seul est utilisé par ATLANTIC au moment de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du Préfet sous 3 mois les modifications notables intervenues lors de la construction du site avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces modifications intégreront celles d'ores et déjà mentionnées dans le porter à connaissance du 20/02/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2025, article 1.6.5

Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant

Prescription contrôlée :

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Constats :

L'arrêté préfectoral n° 90-2023-04-24-00002 du 24 avril 2023 a été délivré à la société civile immobilière SELP VAILOG FONTAINE.

Par courrier daté du 30 avril 2024, la Préfecture du Territoire de Belfort a pris acte du changement d'exploitant déclaré le 6 mars 2024 par la SAS VAILOG FONTAINE (SIRET n° 953 932 571 00029),

nouvel exploitant à compter du 3 novembre 2023.

Le nouvel exploitant CEL V FONTAINE indique avoir transmis à la Préfecture du Territoire de Belfort un courrier pour déclarer le nouveau changement d'exploitant.

Il s'avère que cette déclaration n'a pas été actée par la Préfecture du Territoire de Belfort parce que notamment elle comportait une erreur concernant le statut juridique de l'exploitant précédent.

La société civile immobilière **CEL V FONTAINE** (SIRET n° 934 966 730 00012) a effectué à la suite de l'inspection une nouvelle déclaration de changement d'exploitant qui a été acté par courrier de la Préfecture du Territoire de Belfort daté du 12 juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures en faveur des enjeux environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 2.1.2.3 - point 1

Thème(s) : Autre, Biodiversité

Prescription contrôlée :

- **Mesures en faveur de la biodiversité**

Une mission de coordination environnementale des travaux (phase de construction) devra être confiée, par l'exploitant, à un écologue compétent dans le but de s'assurer de la bonne prise en compte des dispositions relatives à la préservation des espèces, fixées par le présent arrêté.

L'exploitant devra réaliser les mesures de réduction et d'accompagnement précisées ci-dessous, en complément des dispositions mentionnées à l'article 2.1.2.1. du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant indique que le promoteur immobilier à l'initiative du projet a souhaité faire certifier cet entrepôt selon la certification « Building Research Establishment Environmental Assessment Method » (BREEAM) au niveau « OUT STANDING » et a sollicité la société ENORKA, assesseur certifié.

Dans le cadre de cette certification, une série d'analyses sont effectuées pour évaluer les performances environnementales du bâtiment concernés. Ces analyses sont effectuées non seulement sur l'énergie, l'eau, les matériaux, la qualité de l'air intérieur mais également sur la gestion écologique du site.

L'écologue d'ENORKA est intervenu tout le long du chantier avec des visites les 24/01/2024, 02/02/2024, 23/07/2024 et 24/09/2024.

Cet écologue a établi un rapport intermédiaire en juillet et l'exploitant indique être en attente de son rapport final.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées sous 3 mois, un bilan de conformité des mesures mises en places au cours de la période de chantier au regard des dispositions relatives à la préservation des espèces prescrites dans l'arrêté préfectoral du 24/04/2023, en se basant sur le rapport final de l'écologue d'ENORKA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion du trafic

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Trafic

Prescription contrôlée :

Les poids lourds desservant le site (réception, expédition) devront, sauf cas de force majeure, exclusivement circuler par la route départementale 60 et l'autoroute A36.

Cette prescription devra être reprise dans les contrats liants l'exploitant aux prestataires de transport.

Dans le cas où des manquements à cette obligation seront constatés, l'exploitant devra mettre en place un contrôle de cette obligation. Ce contrôle pourra être effectué par la consignation des tickets de péage ou de la facturation mensuelle établit par la société APRR auprès des sociétés de transports.

Tout signalement de dérive par un élu pourra donner lieu à un rencontre avec l'exploitant. De plus, un rappel écrit auprès des prestataires concernés sera réalisé, avec mise en œuvre des mesures prévues par l'exploitant et à un signalement auprès des services de la DREAL.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir :

- fait un courrier à ATLANTIC pour lui demander de justifier qu'il a bien fait le nécessaire auprès de ces prestataires de transport pour leur imposer de circuler pour venir et partir du site par la RD60 et de l'A36. Il est à noter qu'avant son transfert de stockage sur ce site, les stocks d'ATLANTIC étaient d'ores et déjà implantés sur l'Aéroparc et ATLANTIC avait donc déjà ces contraintes liés aux trajets obligatoires par RD60 et A36;
- prévu faire un point avec TIESSE LOGISTICS avant leur installation sur le site concernant ces obligations d'utilisation de certains trajets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous 3 mois, qu'il a réalisé les démarches auprès de ces deux locataires pour s'assurer qu'ils ont les éléments garantissant que leurs prestataires de transport ont dans leur contrat l'obligation de circuler à l'approche de l'Aéroparc, sauf cas de force majeure, par la route départementale 60 et l'autoroute A36.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 4.3.2
Thème(s) : Autre, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir reçu tout récemment le plan des réseaux mis à jour.</p> <p>Par sondage, il est noté lors de la visite de terrain que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau de la chaufferie exploitée par ATLANTIC, le disconnecteur prescrit à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 24/04/2023 mentionné sur le schéma des réseaux est bien présent ; - les deux vannes de barrages EP voiries sont bien présentes à l'endroit indiqué sur le plan. <p>Lors de l'inspection, les vannes de barrage étaient exclusivement manuelles mais en cours de raccordements électriques pour qu'elles puissent fonctionner automatiquement comme cela est prescrit aux articles 4.3.4 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 24/04/2023..</p> <p>À la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, l'attestation d'avancement établi par la société ELAPHI garantissant que « le déclenchement d'une alarme feu sprinkler ou SSI entraîne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fermeture automatique des 2 vannes de barrages EP toitures (bassin orage pour toiture), • la fermeture automatique des 2 vannes de barrages EP voiries, • la fermeture automatique des portes coupe-feu du bâtiment ; • le déclenchement de l'alarme sonore d'évacuation du bâtiment. <p>Le réarmement de l'installation sprinkler ou SSI n'entraîne pas la réouverture des 4 vannes de barrage. »</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un mois, à l'inspection des installations classées une version informatisée de la dernière version du schéma des réseaux d'eaux du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.4.7

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur le scénario d'incendie de l'étude de dangers. Il devra être communiqué au SDIS et à l'inspection des installations classées avant la mise en exploitation du site.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage et les procédures d'actionnement correspondantes ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus à l'article 8.3.2 du présent arrêté ;
- les dispositions à prendre concernant les panneaux photovoltaïques ;
- l'exploitant disposera de moyens de mesures de la toxicité des fumées, adaptés sur la base de la modélisation actualisée des fumées produites, générées par un incendie généralisé.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le Plan d'Opération Interne prévu à l'article 8.4.8 du présent arrêté. Il est tenu à jour.

Constats :

<p>Lors de l'inspection l'exploitant indique que depuis sa reprise du site il n'a pas encore pu établir le PDI et le POI et qu'il souhaite pouvoir intégrer dès la première version de ses documents les deux locataires ATLANTIC et TIESSE LOGISTICS.</p> <p>Il indique qu'il a engagé un consultant ICPE pour notamment l'aider dans cette démarche. Lors de l'inspection ce consultant a indiqué qu'il a l'habitude d'élaborer ces types de documents et qu'il pense pouvoir fournir la première version au début du second semestre 2025. Il précise que les procédures en cours d'élaboration pourront être fournies plus rapidement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer, sous 3 mois, à l'inspection des installations classées et au SDIS 25 le PDI et le POI de cet établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Dispositions constructives (hors équipement de lutte contre l'incendie)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.2.2 (pour partie)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La structure du bâtiment présentera une stabilité au feu 1 heure (R60)</p> <p>Les murs séparant les cellules de stockage seront coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Ces parois dépasseront d'un mètre en toiture et seront prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. Les éventuelles traversées de canalisations existant dans les murs coupe-feu séparatifs seront munies d'un dispositif de calfeutrement assurant un même degré de résistance. Les murs seront équipés de portes coupe-feu de degré 2 heures (EI 120). Les façades Est et Ouest des cellules seront équipées d'écrans thermiques coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Les façades Nord et Sud seront équipées de portes à quai équipées de niveleurs de quai hydrauliques, de butoirs caoutchouc et de sas d'étanchéité. Ces façades seront réalisées en bardage métallique double peau.</p> <p>Des bandes incombustibles de protection M0 seront mises en place de part et d'autre des murs séparatifs coupe-feu entre les cellules, sur 5 m de largeur. Ce revêtement permet de limiter les risques de propagation des flammes par la toiture. Le désenfumage sous toiture sera assuré par des exutoires de fumées dont la surface utile ne sera pas inférieure à 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'ouverture des exutoires de désenfumage sera assurée par une commande automatique à CO2 et manuelle placée à proximité des issues. Les commandes seront regroupées par canton. La cellule sera divisée en cantons de désenfumage d'une surface inférieure à 1 650 m² et d'une longueur inférieure à 60 m. Ces écrans de cantonnement seront mis en place et présenteront une hauteur minimum de 1 m.</p> <p>Le bâtiment sera équipé d'une protection contre la foudre conforme aux prescriptions de l'article 8.3.3 du présent arrêté.</p>

- **Les bureaux et les locaux sociaux :** L'établissement sera équipé de 4 blocs-bureaux en saillie des façades Nord et Sud du bâtiment.

Ces bureaux seront organisés au Rez-de-chaussée. Ils regrouperont les bureaux et les locaux sociaux. Ils seront séparés des autres locaux par des murs coupe-feu de degré 2 heures et par des portes de communication EI2 120 C équipées de ferme-portes.

- **Les locaux de charge :** Le bâtiment sera équipé de 6 locaux techniques dédiés au chargement des batteries des chariots élévateurs. Ils seront implantés dans chaque cellule au niveau des façades de quais.

Ils présenteront une surface unitaire comprise entre 187,1 m² et 190,7 m² pour une surface totale de 1 129,8 m². Ces locaux seront isolés des cellules de stockage adjacentes par des murs coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Les portes de communication seront coupe-feu de degré 2 heures (EI120) et munies d'un ferme porte.

- **Les zones de charge des chariots élévateurs :** Les chariots élévateurs utilisés dans l'établissement pourraient être équipés de batteries de technologie Lithium-ion (Li-ion), qui ne généreront pas de gaz (hydrogène) en fonctionnement normal.

Pour la recharge de ces types de chariots, des zones de recharge pourront être aménagées dans les cellules de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.

[...]

Rappel :

En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. L'isolant thermique est réalisé en matériaux A2 s1 d0 ou B s1 d0 de pouvoir calorifique supérieur (pcs) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent article sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant rappelle qu'il est dans l'attente des DOE finaux. Le maître d'œuvre du chantier présent indique que ces rapports finaux devraient pouvoir être fournis à l'exploitant dans le courant de mai 2025.

Il est à noter que l'ancien exploitant avait missionné SOCOTEC pour établir un bilan de conformité par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24/04/2023 mentionne pour l'article 8.2.2 qu'à réception du chantier chacune des prescriptions est « conforme ».

Lors de la visite de terrain, il est constaté par sondage que les portes présentes au niveau des murs entre les cellules 1 et 2 exploitées actuellement par ATLANTIC et que la porte de la chaufferie exploitée par ATLANTIC ont des marquages indiquant le degré coupe-feu prescrit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, à l'inspection des installations classées les éléments des DOE justifiant que les dispositions constructives prescrites par l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/04/2023 sont respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Equipements de lutte contre l'incendie extérieurs au bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.2.2 (pour partie)
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Équipements extérieurs au bâtiment : <p>Une voie pompiers de 6 m de largeur permettra l'accès au bâtiment sur l'ensemble de son périmètre. Elle sera pour partie sur l'emprise de la cour de manœuvre des poids lourds. A partir de cette voie, les Sapeurs-Pompiers pourront accéder à toutes les issues de l'entrepôt par des chemins stabilisés de 1,80 m de largeur minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m. La sécurité incendie sera assurée par 9 poteaux incendie implantés autour du bâtiment. Ces poteaux incendie seront répartis autour de l'établissement de manière à ce que : Les appareils ne soient pas distants entre eux de plus de 150 m, L'accès extérieur de chaque cellule ne soit pas situé à plus de 100 m d'un poteau. A chaque point d'eau sera associée une aire de stationnement de 4 x 8 m distincte de la voie de circulation périmétrique. Les poteaux incendie seront alimentés depuis le réseau public du site de l'Aéroparc de Fontaine qui permettra de délivrer un débit de 90 m³/h pendant 2 h. En complément, un bassin incendie enterré (citerne à eau) de 540 m³ est présent au Sud du terrain sur l'Aéroparc et deux réserves incendie de 360 m³ chacune seront implantées à l'angle Sud-Est et au centre de la façade Ouest sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite de terrain met en évidence la possibilité d'accès par les engins de secours au bâtiment sur l'ensemble de son périmètre par une voie d'au moins 6 mètres de large.</p> <p>L'exploitant a présenté les éléments justifiants que COLAS puis le SDIS avaient vérifié les débits des 9 poteaux incendie rouge (en pression permanente) prescrits et que chacun avait un débit supérieur à 120 m³ sous une pression de 1 bar.</p> <p>Outre ces 9 poteaux incendie (N° 70 à 78), il est constaté la présence des 2 citernes souples (point</p>

d'eau incendie portant les numéros 68 et 69) de 360 m³ chacune équipées de poteaux d'aspiration (bleu).

L'exploitant indique lors de l'inspection qu'avec cette configuration des points d'eau mis en place sur son site il respecte la prescription de distance maximale de 150 mètres fixés entre les points d'eau incendie fixée à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (AMPG 1510A).

Sur le sujet des distances d'éloignements maximales entre points d'eau, la prescription telle que rédigée actuellement dans l'arrêté préfectoral du 24/04/2023 est plus contraignante que celle de l'AMPG 1510A puisqu'elle n'intègre que les poteaux incendie et non tous les points d'eau incendie.

Il s'agit d'une coquille de l'arrêté préfectoral qui pourra être corrigée lors de la prochaine modification de l'arrêté préfectoral qui reprendra sur ce point la prescription de l'AMPG 1510A.

Les emplacements des divers point d'eau incendie sont repérés sur le plan émis par ELAPHI le 10/01/2025. Ce plan comporte également l'emplacement des vannes en lien avec le "bassin d'infiltration - bassin de tamponnement EP Toiture" et le "bassin de rétention EEI et EP Voiries"

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Equipements de lutte contre l'incendie intérieurs au bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.2.2 (pour partie)

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Équipements intérieurs au bâtiment

- **Installation RIA et extincteurs :** Le bâtiment sera doté d'une installation RIA conçue et réalisée conformément aux normes et règles en vigueur. Chaque point des cellules de l'entrepôt sera accessible par deux jets d'attaque. Le bâtiment sera doté d'extincteurs portatifs normalisés répartis à raison d'un appareil pour 200m² dans les cellules de stockage et dans les bureaux.
- **Installation d'extinction automatique d'incendie :** Le bâtiment sera équipé d'une installation d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler ESFR ou équivalent, adaptée à la nature des produits stockés. L'installation sera indépendante du circuit électrique du bâtiment. Le déclenchement se fera par fonte du fusible calibré selon les règles en vigueur. La perte de pression entraînée par l'ouverture des têtes au-dessus de l'incendie déclenchera les pompes.
- **L'installation comprendra :**
 - Un local équipé d'un groupe motopompe diesel en charge à démarrage automatique,
 - Une cuve d'eau d'un volume de 600 m³ pour les réseaux « extinction automatique » et RIA,
 - Une pompe électrique maintenant l'installation à une pression statique constante de 10 bars environ, - Une armoire d'alarme avec renvoi en télésurveillance.
 - Un groupe motopompe de secours (redondance du groupe principal).

<p>Constats :</p> <p>Concernant les équipements de protection et de lutte contre l'incendie, l'exploitant précise qu'il a inscrit dans ces contrats de location, la part des vérifications périodiques qui relève des locataires (extincteurs) et celles qui relèvent du propriétaire (RIA, sprinkleur, désenfumage, SSI...).</p> <p>L'exploitant a sollicité des certificats de conformité N1 et N5 de ces équipements respectivement aux référentiels APSAD R1 (relatif aux installations de systèmes d'extinction automatique à eau de type sprinkleur) et R5 (relatif aux RIA).</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de couverture des RIA établi par QIM en date du 23/03/2025.</p> <p>Lors de la visite de terrain, il est constaté la présence d'un groupe motopompe de secours.</p> <p>ATLANTIC a sollicité une certification au référentiel APSAD R4 (relatif aux extincteurs).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 3 mois, les certificats N1 et N5 des équipements de ce sites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Rétention des eaux incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.2.2 (pour partie)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</p> <p><u>Rétention des eaux incendie</u></p> <p>Le besoin en rétention est défini selon le guide technique D9A.</p> <p>Le besoin en rétention des eaux incendie de 3 454 m³ (calculé selon le guide technique D9A). Les eaux d'extinction incendie seront retenues dans le bassin de rétention étanche du site qui représente un volume total de 3 454 m³.</p> <p>En cas de sinistre, les eaux stockées seront analysées. Si elles ne présentent pas de pollution, elles seront rejetées dans le réseau des eaux pluviales, si elles sont polluées, elles seront éliminées comme déchets dangereux par une société spécialisée.</p> <p><u>Deux vannes seront installées sur le site :</u> - Une vanne de barrage sera implantée en aval du bassin de rétention étanche. En cas d'incendie, cette vanne se fermera afin de retenir les eaux d'extinction incendie dans ce bassin. - Une vanne de by-pass sera implantée en amont du bassin d'infiltration. Elle permettra de rediriger les eaux de toitures vers le bassin de rétention étanche. En effet, en cas d'effondrement de la toiture, les eaux incendie pourraient circuler par ce réseau.</p> <p>La fermeture de ces vannes sera asservie à la détection incendie du site.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le volume disponible du bassin de rétention étanche et le volume disponible du bassin d'infiltration ont été mesurés par un géomètre expert. Le volume global attesté en date du 29/01/2025 est de 3680 m³.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 5, ELAPHI a attesté suite à l'inspection du fonctionnement automatique des vannes de barrages EP toitures et vannes de barrages EP voiries.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Protection contre la foudre : vérification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.3.3 alinéa 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'installation des protections contre la foudre a été réalisé par les Etablissements RENARD : il présente le rapport de fin de travaux daté du 7 novembre 2024.</p> <p>La vérification complète de ces installations a été effectué par la société BENARY SOLUTIONS disposant de la certification QUALIFOUDRE INERIS N° 2340226148246. L'exploitant présente la version rapport que la société a établi suite à son intervention du 14/01/2025. Ce rapport fait état de 4 réserves.</p> <p>L'exploitant indique que ces réserves ont fait l'objet d'un plan d'actions et que BENARY SOLUTIONS réalisera une nouvelle version de son rapport à la réception des nouveaux éléments transmis par l'exploitant.</p> <p>À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis la version B du rapport de BENARY SOLUTIONS qui mentionne que l'« installation de protection contre la foudre du site SELF VAILOG FONTAINE - FONTAINE (90) est CONFORME ».</p> <p>Ce rapport ne comporte plus de réserve mais une remarque de BENARY SOLUTIONS relative au fait que lors de son intervention, l'installation photovoltaïque était en cours d'installation sur le bâtiment et qu'il n'a donc pas pu relever la présence de protection « Parafoudre » comme stipulé dans l'étude technique foudre (ETS RENARD N° 3302.A12.048.23)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Détection d'incendie et de fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.3.7 (pour partie)
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection incendie et fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela.</p> <p>Ces détections actionnent une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, sans temporisation. Elle est transmise, en tout temps, à l'exploitant et à la télésurveillance prévue à l'article 8.1.4.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que dans les cellules de stockage, la détection incendie est assurée par le sprinklage.</p> <p>Des détecteurs de fumées sont présents dans le local sprinkler et les locaux techniques et au poste des panneaux photovoltaïque. De plus, il est constaté la présence de détecteur de gaz dans la chaufferie ATLANTIC.</p> <p>L'ensemble des détecteurs sont reliés à un SSI et le site est télésurveillé par la société GORON, entreprise en charge du gardiennage et de télésurveillance qui dispose des capacités de lever de doute et de remise en exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Système d'extinction automatique d'incendie : efficacité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2023, article 8.4.2.1 alinéa 1					
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie					
Prescription contrôlée :					
<p>L'efficacité du système d'extinction automatique d'incendie est qualifiée et vérifiée par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie prescrit à l'article 8.4.7 du présent arrêté.</p>					
Équipements importants					

importants pour la sécurité					
<u>Fonction de sécurité</u>	<u>Éléments techniques de sécurité</u>	<u>Mode de déclenchement</u> <u>Indépendance</u>	<u>Vérification périodique</u>	<u>Tolérance à la première défaillance</u>	<u>Gestion en mode dégradé</u>
Éviter la propagation de l'incendie à la cellule et éteindre l'îlot/rack	Extincteurs	Manuel	V i s i t e annuelle	/	R I A et sprinkler
RIA	Manuel	V i s i t e annuelle	/	Extincteurs et sprinkler	
Système sprinkler	Automatique Dépend de D i l , électricité, batteries, gasoil, eau	T e s t hebdomadaire de fonctionnement V i s i t e semestrielle hydraulique V i s i t e annuelle motopompes V i s i t e triennale de l'installation complète	Moteur de secours Démarrage manuel des moteurs si coupure électriques R e p o r t d'alarme (f u i t e , défaut...) en télésurveillance pour intervention	D u r é e d'indisponibilité maximale limité à 24h e t indisponibilité partielle uniquement. Indisponibilité programmée soumise à m e s u r e s compensatoires proposées préalablement au SDIS et à l'Inspection	

				à l'Inspection des ICPE (sous réserve d'acceptatio n préalable)	
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs et RIA ayant moins d'un an, ils n'ont pas encore fait l'objet de la vérification annuelle prescrite.</p> <p>L'entretien du système de sprinklage (dont les deux motopompes) est réalisé par la société NSTI. L'exploitant justifie que les vérifications périodiques imposées par l'arrêté préfectoral du 24/04/2023 sont imposées dans le contrat de maintenance.</p> <p>L'exploitant présente les rapports des tests hebdomadaires d'ores et déjà effectués, ainsi que les modèles de documents qui seront utilisés pour les autres vérifications périodiques semestrielles et annuelles (celles-ci n'ayant pas été encore réalisées au regard de la très récente mise en service de l'entrepôt).</p>					
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>					